



Archives de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) et du Haut-commissariat français (1918-1930)

Introduction aux répertoires numériques détaillés des articles AJ/9/1 à AJ/9/6678

par Michèle Conchon, conservateur en chef aux Archives nationales et Matthias Nuding, Florence de Peyronnet-Dryden, Daniela Weber, archivistes à l'Institut historique allemand de Paris, avec la collaboration de Hugues Bertrand, Christelle Gomis, Monique Leblois-Péchon et, pour l'édition électronique de Brigitte Lozza. Cet instrument de recherche a été réalisé avec le soutien financier de la Deutsche Forschungsgemeinschaft.

Deuxième édition électronique

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
2015

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_054073

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

Mentions de révision :

- Juillet 2015: Cette édition correspond à la publication dans la SIV des fichiers Xml produits en 2011 selon un

Préface

Présentation du travail d'inventaire - Avertissement

Le travail d'inventaire a été réalisé grâce à la collaboration de trois institutions : les Archives nationales, l'Institut historique allemand de Paris, les Archives du ministère des Affaires étrangères.

Les archives de la sous-série AJ/9 sont conservées aux Archives nationales (site de Pierrefitte-sur-Seine), à l'exception des documents cotés **AJ/9/4068 à AJ/9/4129** (dossiers individuels du personnel) qui sont conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Cet instrument de recherche a été rédigé en utilisant l'inventaire provisoire du fonds établi par Jean Couprie, secrétaire-archiviste de la HCITR, détaché aux Archives nationales en 1934. La cotation d'origine a été respectée. Aucun tri n'a été effectué, à l'exception des documents en exemplaires multiples : en effet, certaines parties du fonds (en particulier pour les documents interalliés) auraient nécessité un travail de reclassement si considérable qu'il n'a pu être envisagé. Toutefois, il a été procédé à certains regroupements jugés indispensables et les erreurs d'analyse ont été corrigées.

Le travail d'analyse s'est surtout attaché à apporter une plus grande précision à la description des documents. Pour ce faire, toutes les unités ont été examinées et ont été saisies en un document XML conforme à la DTD EAD (version 2002) à l'aide du logiciel XMetaL (pour l'édition de 2011).

L'inventaire a été rédigé en français mais les intitulés des documents originaux en allemand ou en anglais n'ont pas été traduits.

Les noms géographiques sont indiqués en français dans tous les cas où ils existent.

Les noms de personne ont été transcrits tels qu'ils ont été trouvés dans les documents ; il faudra donc les rechercher en tenant compte des particularités orthographiques découlant de leur transcription dactylographique.

Abréviations

Les seuls sigles non développés dans le corps des inventaires sont les suivants :

- CITR : Commission interalliée des territoires rhénans.
- HCITR : Haute Commission interalliée des territoires rhénans.
- HCF : Haut-commissariat français.
- TO : territoires occupés.

INTRODUCTION

Référence

AJ/9/1-AJ/9/6678

Niveau de description

fonds

Intitulé

Archives de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans et du Haut-commissariat français

Date(s) extrême(s)

1918-1930

Nom du producteur

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans et comités en dépendant
- Haut-commissariat français auprès de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans

Importance matérielle et support

5098 cartons, 630 mètres linéaires

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture.

Conditions d'utilisation

Reproduction selon le règlement de la salle de lecture.

DESCRIPTION

Présentation du contenu

Les documents cotés dans la sous-série AJ/9 des Archives nationales sont les documents produits de 1918 à 1930 par la Commission interalliée des territoires rhénans (CITR), devenue en 1920 Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR).

Ils ont parfois été appelés « **Papiers Tirard** », Paul Tirard ayant cumulé, durant toute la période d'occupation de la Rhénanie, les fonctions de Haut-commissaire interallié et de Haut-commissaire français.

On peut distinguer dans la sous-série AJ/9 deux fonds spécifiques :

- le fonds de la CITR et de la HCITR proprement dites, ainsi que des divers comités en dépendant (coté AJ/9/1 à AJ/9/2888 et AJ/9/6574 à AJ/9/6678)
- le fonds du Haut-commissariat français (coté AJ/9/2889 à AJ/9/6573).

Langue des documents

- Français
- Allemand
- Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales (France), Archives du ministère des Affaires étrangères pour les cotes AJ/9/4068 à AJ/9/4129 dont elles assurent la conservation.

HISTORIQUE DU PRODUCTEUR

La convention d'armistice du 11 novembre 1918, ainsi que le traité de Versailles signé le 28 juin 1919, comportaient une idée essentielle : la nécessité d'occuper les territoires allemands situés sur la rive gauche du Rhin et d'établir des têtes de pont alliées sur la rive droite. Ces mesures, mises en application immédiatement après la retraite des troupes allemandes, devaient servir à court terme de garantie contre une nouvelle agression, à plus long terme de moyen de pression pour contraindre l'Empire allemand à s'acquitter des obligations imposées par le traité de Versailles.

Ainsi, la convention d'armistice prévoyait tout d'abord l'évacuation par les troupes allemandes des territoires situés sur la rive gauche du Rhin et leur occupation par les armées alliées (française, belge, britannique) et américaine ; des garnisons devaient tenir les lieux de passage (Mayence, Coblenze, Cologne) et les têtes de pont de trente kilomètres de rayon sur la rive droite. L'administration restait du ressort des autorités locales mais sous contrôle des Alliés et des États-Unis. Le remaniement des conditions de cette convention fut l'objet de négociations délicates, notamment en ce qui concernait la durée et l'organisation de l'occupation rhénane ; finalement, les Alliés s'accordèrent au début de 1919 sur une solution qui ne satisfaisait toutefois pas à toutes les exigences françaises.

A cette date, les troupes françaises occupaient le tiers méridional des territoires rhénans (Sarre, Palatinat, Mayence et la tête de pont de Mayence), les Américains la vallée de la Moselle, la région allant de Trèves à Coblenze (avec la tête de pont de Coblenze), les Britanniques la région allant de la frontière belge à Cologne (avec la tête de pont de Cologne), et les Belges la vallée inférieure du Rhin.

Le **traité de Versailles** définit les conditions de l'occupation dans les articles 428 et 432, complétés par l'**Arrangement rhénan** signé également le 28 juin 1919 : la rive gauche du Rhin, ainsi que des territoires sur la rive droite autour de Cologne, Coblenze, Mayence et Kehl, devaient être administrés par les Français et leurs alliés belges, britanniques et américains pour une période de quinze ans. L'administration civile allemande conservait ses prérogatives, mais une commission interalliée devait être instituée, en qualité de représentation souveraine des forces d'occupation, et faire fonction d'organe de contrôle et de direction suprême dans les territoires occupés.

Ces réflexions avaient été précédées de premières mesures de la part des forces d'occupation en matière d'administration : le maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, avait reçu, par la convention d'armistice, dans le cadre des dispositions de la convention de La Haye de 1907, le pouvoir suprême en territoires occupés, lui permettant d'exercer un pouvoir réglementaire, dans le but d'assurer la satisfaction des besoins et la sécurité des troupes d'occupation. Épaulé par Paul Tirard, conseiller d'État, il créa à cet effet en décembre 1918 un **Contrôle général de l'Administration des territoires occupés**.

Cet organisme, embryon des futures structures administratives, était chargé de régler les questions économiques soulevées par la situation de l'Allemagne au lendemain de la guerre et par l'occupation. Tout d'abord sis à Lamorlaye en Picardie, ce bureau dirigé par Tirard et composé à l'origine de deux personnes, se développa rapidement en un appareil imposant, qui s'installa à Luxembourg dans les locaux du siège du commandement suprême allié. Un réseau de représentants français se déploya sous son égide sur les territoires occupés : chacun des soixante-douze districts fut bientôt doté d'un contrôleur, à la fois homme de liaison auprès des autorités locales et informateur de la centrale. Cette dernière ne comptait pas moins de six départements, ayant respectivement en charge les affaires politiques et administratives, financières, industrielles, commerciales et diplomatiques, juridiques et législatives.

Le Service industriel (futur Service économique), placé sous la direction de l'ingénieur général de la Marine Maugas, était particulièrement important ; sa taille et ses attributions s'élargirent rapidement. Il donna naissance aux Sections économiques des armées, instituées sur les sites industriels principaux. Au nombre de sept au départ, elles étaient placées sous l'autorité d'un officier de l'armée d'occupation de leurs zones respectives. Leurs missions étaient de récolter des informations sur l'économie locale comme de régler les questions commerciales et de trafic de marchandises à l'échelon régional. Divers autres comités de coordination alliée, à caractère politique et diplomatique ou militaire, et plus ou moins éphémères, ont également existé durant la phase d'armistice.

Les négociations entre les puissances alliées et leur volonté de créer un organisme administratif chargé de

traiter les affaires civiles, davantage émancipé de l'influence prédominante du commandant suprême Foch, et où chacune des puissances alliées serait représentée, aboutit tout d'abord en avril 1919 à la création d'une **Commission interalliée des territoires rhénans (CITR)**, dont Paul Tirard était le président, tout en continuant d'assurer les fonctions de contrôleur général de l'Administration des territoires rhénans. Fondée à l'initiative du Conseil supérieur économique, la Commission prenait aussi ses ordres du Conseil, par le truchement de son sous-comité d'Allemagne, et était composée d'un représentant de chacune des quatre forces d'occupation. En avril 1919, la Grande-Bretagne dépêcha le diplomate Sir Harold Stuart, et peu après les États-Unis nommèrent Pierrepont B. Noyes, un industriel également actif dans les cercles diplomatiques. Le dernier commissaire à entrer en fonction fut le Belge Émile Digneffe, désigné le 11 juin.

Après que l'arrangement rhénan du 28 juin 1919 eut prévu la création d'un organisme interallié devant se substituer au pouvoir militaire pour assurer le contrôle de l'administration allemande et la satisfaction des besoins des troupes d'occupation, la transition de la CITR à la nouvelle commission fut chose aisée et s'opéra sans heurt : à la suite de la ratification du traité de Versailles, la **Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR)** prit ses fonctions le 10 janvier 1920, à la même date que l'entrée en vigueur du traité.

La Haute Commission était constituée de **quatre hauts-commissariats correspondant aux quatre puissances alliées (Belgique, États-Unis, France, Grande-Bretagne)**, représentées par des hauts-commissaires dépendant de leur gouvernement.

Un service commun bilingue, le Secrétariat général interallié, était dirigé par deux secrétaires généraux, un français, l'autre anglais. Chaque haut-commissaire était secondé par un délégué général et des chefs de service (juridiques, économiques, financiers, de sûreté, etc.).

Les États-Unis, ayant refusé de ratifier le traité de Versailles, se retirèrent de l'occupation au début de 1923. Un représentant italien fut également présent de 1921 à 1923.

Quant à l'organisation territoriale, elle était étroitement calquée sur le système mis en place précédemment par Tirard : le siège de la HCITR étant à **Coblence**, un délégué de la HCITR résidait dans chaque « cercle » ; on comptait soixante-douze cercles dans les territoires occupés, regroupés soit en districts qui eux-mêmes formaient des provinces, soit directement en provinces ; dans les provinces siégeait un délégué supérieur. L'institution des délégués fut supprimée en 1925 après les accords de Locarno.

L'évacuation des territoires occupés se produisit en 1930, soit cinq ans avant le terme ultime fixé par le traité de Versailles : après le plan Dawes de juillet 1924, le plan Young fut accepté à Genève en septembre 1928 afin de mettre un terme au problème des réparations ; l'évacuation fut réglée par les négociations de La Haye en août 1929.

Celle-ci se fit par étapes successives : l'évacuation de Coblence par les troupes françaises eut lieu le 30 novembre 1929, le siège de la HCITR fut alors transféré à Wiesbaden. Aix-la-Chapelle fut évacuée par les troupes belges à la même date et Wiesbaden par les troupes britanniques le 12 décembre. Le dernier acte fut l'évacuation de Mayence et Wiesbaden le 30 juin 1930, deux jours après la dernière séance de la HCITR qui s'était tenue le 28 juin 1930.

Paul Tirard

Paul Tirard, fils d'un ingénieur du génie maritime, est né à Croissy-sur-Seine (Yvelines) en 1879 . Après avoir obtenu une licence en droit et le diplôme de l'École de sciences politiques, il entre en 1903 au Conseil d'État et devient maître des requêtes. En 1913, il est au Maroc aux côtés de Lyautey comme secrétaire général du Protectorat de la République avec la mission d'organiser l'administration civile du nouvel état marocain.

Mobilisé en 1914 (capitaine de réserve d'infanterie), il est responsable de 1915 à 1916 de l'organisation administrative des territoires alsaciens libérés depuis 1914. Puis il remplit d'octobre 1916 à juin 1917 une mission en Russie visant à favoriser les relations économiques entre les deux pays. Il termine la guerre comme commandant d'un bataillon de chasseurs à pied.

Président de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans de 1919/1920 à 1930, il devient ensuite président de la Compagnie des chemins de fer du Midi et d'Orléans puis administrateur au Crédit Lyonnais, à la Compagnie générale d'assurances, à la société Péchiney, et enfin président d'Air France en 1935. Il entre à l'Académie des sciences morales et politiques dont il est le président durant l'occupation allemande. Il occupe sa dernière fonction

à la commission d'épuration du Conseil d'Etat, mais pour peu de temps puisqu'il décède le 25 décembre 1945.

ENTREE ET CONSERVATION

Modalités d'entrée

Versement

Historique de la conservation

Les archives interalliées de la Haute Commission ou des services interalliés ainsi que des comités créés pour les besoins de l'occupation, communes aux différents représentants alliés, ont été confiées à la France par un accord conclu entre les hauts-commissaires alliés avant l'évacuation finale de la Rhénanie.

Elles furent évacuées de Rhénanie entre 1928 et 1930 et transférées à l'hôtel de Rohan, alors nouvellement mis à la disposition des Archives nationales (d'abord dans les dépendances puis dans une des ailes donnant sur la cour).

Les archives du Haut-commissariat français, rapportées de Rhénanie ou issues du bureau de liaison de Paris furent également rassemblées aux Archives nationales.

L'ensemble de ces documents fut considéré comme un dépôt du ministère des Affaires étrangères aux Archives nationales. Les premiers aménagements des locaux de l'hôtel de Rohan pour les abriter furent, en effet, pris en charge par le Haut-commissariat avant sa liquidation définitive, puis par le ministère des Affaires étrangères. Celui-ci assura également la rémunération de deux archivistes (Jean Couprie en particulier, dont on retrouve la trace jusqu'en 1945) chargés de l'inventaire et des éventuelles communications de documents, au moins jusqu'en 1937.

Les autorisations de consultation des documents étaient accordées par le ministère des Affaires étrangères jusqu'en 1996, date à laquelle la communication en fut rendue libre par accord conjoint du ministère des Affaires étrangères et de la direction des Archives de France (21 mai 1996).

Les dossiers individuels du service du personnel du Haut-Commissariat (AJ/9/4068 à AJ/9/4129) qui étaient utilisés pour la gestion des carrières des anciens agents de la HCITR, furent transférés aux Archives du ministère des Affaires étrangères en 1938.

SOURCES ET REFERENCES

Documents de même provenance

• Les dossiers individuels du personnel de la HCITR, cotés **AJ/9/4068 à AJ/9/4129** sont conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve, Seine-Saint-Denis). Leur description figure selon l'ordre des cotes dans le répertoire numérique détaillé des archives du Haut-commissariat français.

Sources complémentaires

• Archives nationales [de France] :

- AJ/6 Commission interalliée des réparations (1919-1930).
- AJ/10 Papiers Moeneclaey, représentant de la France à la Commission d'interprétation du règlement financier des prestations des articles 8 à 12 de l'arrangement rhénan.
- AJ/29 Mission interalliée de contrôle des usines et des mines (MICUM).
- 149AP *Fonds Mangin* :
 - 149AP/12 : Commission internationale des troupes indigènes. Dossier 1 (notes et projets pour l'emploi des troupes noires pour l'occupation en pays rhénans 1918-1919), 149AP/20 : Xe armée, historique et période après l'armistice (1918-1919), 149AP/21 : Occupation en Rhénanie et mouvement rhénan (1919-1923), 149AP/22 : Mouvement rhénan à partir de 1922 (1922-1945), 149AP/23 : Rhénanie, divers (1916-1945).

• Concernant plus spécialement Paul Tirard :

- 382AP Fonds René Cassin : 382AP/93, Election de Cassin à l'Institut 1947-1954 (Dossier 4 : Eloge de Paul Tirard, 1951).

- 475AP Fonds Lyautey : 475AP/310, Correspondance de Lyautey avec Paul Tirard (1913-1924).
- 20040382/110 (dossier de Paul Tirard conseiller d'Etat).
- Autres fonds complémentaires en **France** :
- **Ministère des Affaires étrangères.**
- *Centre des archives diplomatiques de La Courneuve* :
 - 4CPCOM Correspondance politique et commerciale/série A-Paix 1914-1920.
 - 75CPCOM Correspondance politique et commerciale/série Y Internationale 1918-1940.
 - Correspondance politique et commerciale/série Z Europe 1918-1940, sous-séries 78CPCOM Allemagne, 108CPCOM Rhin – Elbe – Oder – Vistule, 109CPCOM Rive gauche du Rhin, 111CPCOM Ruhr, 113CPCOM Sarre.
 - Relations commerciales 1918-1940.
 - Conférence de la paix et des ambassadeurs.
 - 242QO Société des Nations (archives du Service français de la Société des Nations) (1917-1940).
 - 298 QO Commission de gouvernement du territoire de la Sarre : procès-verbaux (1920-1935).
 - 297 QO Commissions fluviales internationales, art. 25-148 (commission centrale de la navigation du Rhin, 1795-1936), 302 et 324-325.
- Papiers d'agents - archives privées :
 - Avenol (006/PA-AP)
 - Barrère (008/PA-AP)
 - Bonin (026/PA-AP)
 - Bourgeois (029/PA-AP)
 - Paul Cambon (042/PA-AP)
 - Charles-Roux (037/PA-AP)
 - Dard (053/PA-AP)
 - Fouques-Duparc (074/PA-AP)
 - Herriot (089/PA-AP)
 - Lacroix (096/PA-AP)
 - Marin (203/PA-AP)
 - Massigli (217/PA-AP)
 - Mayer (251/PA-AP)
 - Millerand (118/PA-AP)
 - Ormesson (129/PA-AP)
 - Pépin (139/PA-AP)
 - Pichon (141/PA-AP)
 - Plaisant (220/PA-AP)
 - Puaux (255/PA-AP)
 - Seydoux (261/PA-AP)
 - Tardieu (166/PA-AP)
- Papiers 1940, sous-séries 406QO Reconstitution Fouques-Duparc, 411QO Papiers Léger.
- Conservation des traités : traités, accords relatifs à l'occupation des territoires rhénans.
- Sous-secrétariat à la présidence du Conseil, Cabinet Jeanneney (notamment, cote D16 : organisation des pays rhénans).
- *Centre des archives diplomatiques de Nantes* :
 - Berlin (ambassade), 83PO, notamment 83PO/B/576-606 : Ruhr, HCITR, occupation, Sarre (1919-1932).
 - Karlsruhe (consulat), 303PO/1/1-32 (1917-1939).
 - Cologne (consulat), 157PO/1/1-6 (1920-1939).
 - Munich (légation puis consulat général), 455PO/1/1-428 (1761-1986).
 - Commissions de délimitation des frontières issues de la Première Guerre mondiale (1919-1936), 4POI/1/1-126 (1919-1936).

- Commission de gouvernement du territoire de la Sarre, 5POI (1920-1935) :
- 5POI/1/1-17, archives du délégué du ministère [français] des Affaires étrangères à l'administration des mines domaniales de la Sarre (1920-1930)
- 5POI/2/1-22, archives du membre français de la commission de gouvernement de la Sarre (1924-1935)
- 5POI/3/1-30, collection des procès-verbaux de la commission de gouvernement de la Sarre (1920-1935).
- **Service historique de la Défense**, archives rapatriées de Russie [inventaire provisoire consultable sur rendez-vous] :
- RCFTO (Régie des chemins de fer des territoires occupés).
- Armée française du Rhin.
- L' **Institut national de l'audiovisuel** conserve des films montrant l'évacuation de la Rhénanie (Fonds Leclerc).
- Hors de France [seules quelques pistes sont indiquées ici] :
- **Allemagne** : La zone géographique concernée étant vaste, ne sont cités ici que les fonds principaux. On complètera utilement cette liste non exhaustive à l'aide des archives locales. On procèdera de même en ce qui concerne la période de l'occupation de la Ruhr (1923-1925).
- Koblenz, Bundesarchiv, ZSg. 105 (Collection de documents sur l'occupation de la Rhénanie et le séparatisme en Rhénanie et dans le Palatinat, contenant entre autres des copies des procès-verbaux de la HCITR).
- Landesarchiv Nordrhein-Westfalen, site de Düsseldorf : BR 1050, Regierung Aachen Präsidialbüro / Besatzung, Separatismus und Gebietsabtretungen : Rheinlandbesetzung.
- Stadtarchiv Mainz : Hessisches Archiv, série 71 (Französische Besatzungsangelegenheiten 1918-1930).
- Landesarchiv Speyer : D.08, Moderne Verwaltung / Landesverteidigung, Krieg und Kriegsfolgen (dans cette série, voir notamment R 14).
- Landeshauptarchiv Koblenz : D.01 Sammlungsbestände (700,012 = Besatzungszeit und Separatismus).
- **Belgique** :
- Bruxelles, Archives du ministère des Affaires étrangères, « Haute Commission interalliée des territoires rhénans ».
- Bruxelles, Archives générales du Royaume : Conseil des Ministres, procès-verbaux des réunions sur microfilm (Z 8) à présent numérisés.
- Bruxelles, Archives générales du Royaume : Commission des Réparations (T 044).
- Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire : Archives de l'armée belge du Rhin.
- Fonds Edouard Rolin-Jaequemyns (T 423) et Pierre Forthomme (T 025).
- **Grande-Bretagne** :
- National Archives :
- Foreign Office, FO 894 : Inter-Allied Rhineland High Commission, Minutes ; FO 366 : Diplomatic Service Administration, British Department Inter-Allied Rhineland High Commission, staff ; FO 93 : Agreements.
- Cust 49 : Customs (Douanes).
- **Etats-Unis** :
- Washington, National Archives and Records Administration, 120.11, Records of the American Forces in Germany, 1918-1923.

Bibliographie

- Allen (Henry T.), *My Rhineland Journal*, Boston/ New York 2007.
- Bariéty (Jacques), *Les Relations franco-allemandes après la première guerre mondiale - 10 novembre 1918-10 janvier 1925, de l'exécution à la négociation*, Paris 1977.
- Bariéty (Jacques), « L'administration des territoires occupés pendant la période de l'armistice. 11 novembre 1918 – 18 juin 1919 », *Travaux et Recherches 1973/2 (Publications du Centre de recherches Relations internationales de l'université de Metz, 5)*, Metz 1974, p. 59-78
- Breuer (Dieter)/Cepl-Kaufmann (Gertrud) (dir.), « *Deutscher Rhein- fremder Rosse Tränke ?* ». *Symbolische Kämpfe um das Rheinland nach dem Ersten Weltkrieg* (Düsseldorfer Schriften zur Neueren Landesgeschichte und zur Geschichte Nordrhein-Westfalens 70), Essen 2005.

- Cassin (René), « Notice sur la vie et les travaux de Paul Tirard (1879-1945) [...] lue dans la séance du 22 octobre 1951 » *Institut de France. Académie des Sciences morales et politiques*, n° 16, 1951.
- Centre de recherches Relations internationales de l'université de Metz, *Problèmes de la Rhénanie 1919-1930/Die Rheinfrage nach dem Ersten Weltkrieg, actes du colloque d'Otzenhausen, 14-16 octobre 1974*, Metz 1975.
- *Der Vertrag von Versailles. Der Friedensvertrag zwischen Deutschland und den Alliierten und Assoziierten Mächten nebst dem Schlußprotokoll und der Vereinbarung betr. die militärische Besetzung der Rheinlande*, hrsg. im Auftrag des Auswärtigen Amtes, Berlin 1924.
- Emmerson (James Thomas), *The Rhineland crisis 7 March 1936. A study in multilateral diplomacy*, London 1977.
- Erdmann (Karl Dietrich), *Adenauer in der Rheinlandpolitik nach dem Ersten Weltkrieg*, Stuttgart 1966.
- Felten (Franz J.) (dir.), *Frankreich am Rhein-vom Mittelalter bis heute* (Mainzer Vorträge 13), Stuttgart 2009.
- Fischer (Conan), *The Ruhr Crisis, 1923-1924*, Oxford 2003.
- Hartmann (W. von), *Frankreichs Militarismus am Rhein im Lichte französischer Kritik* (Rheinische Schicksalsfragen 10/11), Berlin 1925.
- Hüttenberger (Peter)/Molitor, (Hansgeorg) (dir.), *Franzosen und Deutsche am Rhein 1789-1918-1945* (Düsseldorfer Schriften zur Neueren Landesgeschichte und zur Geschichte Nordrhein-Westfalens 23), Essen 1989.
- Imperial War Museum/Bayliss, Dr. G.M. (dir.), *The occupation of the Rhineland. 1918-1929*, London 1987.
- Ireton (Robert E.), The Rhineland Commission at Work, *The American Journal of International Law*, n° 17.3, juillet 1923, p. 460-469.
- Jardin (Pierre), « La politique rhénane de Paul Tirard (1920-1923) », *Revue d'Allemagne*, n° 21, 1989, p. 208-216.
- Jardin (Pierre), « La mission Tirard en Russie (octobre 1916-juin 1917) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 42 (167), juillet 1992, p. 95-115.
- Jeannesson (Stanislas), *Poincaré, la France et la Ruhr, 1922-1924 : histoire d'une occupation*, Strasbourg 1998.
- Klein (Michael), *Die Herbstkrise 1923 zwischen dem Reich, Bayern und Sachsen im Spiegel zeitgenössischer deutscher Zeitungen* (Europäische Hochschulschriften III 683), Frankfurt a.M. 1995.
- Köhler (Henning), *Adenauer und die rheinische Republik. Der erste Anlauf 1918-1924*, Opladen 1986.
- Köhler (Henning), « Paul Tirard (1879-1945) », *Rheinische Lebensbilder 12, im Auftrag der Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde hg. v. Franz-Josef Heyen*, Cologne 1991, p. 257-273.
- Koops (Tilman)/Vogt (Martin) (dir.), *Das Rheinland in zwei Nachkriegszeiten 1919 -1930 und 1945-1949. Ergebnisse einer Tagung des Bundesarchivs in der Universität Trier vom 12-14. Oktober 1994*, Koblenz 1995.
- Kreutz (Wilhelm)/Scherer (Karl) (dir.), *Die Pfalz unter französischer Besetzung (1918/19-1930)* (Beiträge zur pfälzischen Geschichte 15), Kaiserslautern 1999.
- *La Haute Commission interalliée des territoires rhénans. Ses origines, son organisation, ses attributions. Étude publiée sous le patronage du Haut Commissariat de la République française dans les provinces du Rhin*, Mayence 1923.
- Lasserre (Jean), « Un président méconnu : Paul Tirard », *Icare. Revue de l'aviation française*, n° 106, 1983 (Air France et son histoire 1933-1983, vol. 1), p. 80-81.
- Lauter (Anna-Monika), *Sicherheit und Reparationen. Die französische Öffentlichkeit, der Rhein und die Ruhr (1919-1923)* (Düsseldorfer Schriften zur Neueren Landesgeschichte und zur Geschichte Nordrhein-Westfalens 74), Essen 2006.
- Le Naour (Jean-Yves), *La honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises, 1914-1945*, Saint-Amand-Montrond 2003.
- Martens (Stefan) (éd.), *Documents diplomatiques français sur l'Allemagne 1920 - Französische Diplomatenberichte aus Deutschland 1920*, Bonn/ Berlin 1992-1993.
- Meinhardt (Günther), *Adenauer und der rheinische Separatismus*, Recklinghausen 1962.
- Mordacq (Henri Jean), *La mentalité allemande. Cinq ans de commandement sur le Rhin*, Paris 1926.
- Nelson (Keith L.), *Victors divided. America and the Allies in Germany, 1918-1923*, Berkeley 1975.
- Nuding (Matthias), Die Interalliierte Rheinlandkommission : ihre Entstehung und die Quellen zu ihrer Geschichte, *Quand les canons se taisent, actes du colloque international organisé par les Archives de L'Etat et le Musée royal de*

- l'Armée et d'Histoire militaire (Bruxelles, 3-6- novembre 2008)*, Bruxelles, 2010, p. 91-105.
- Pawley (Margaret), *The watch on the Rhine. The military occupation of the Rhineland, 1918-1930*, London 2007.
 - Pechel (Rudolf), *Französische Rheinpolitik in amerikanischer Beleuchtung. Ausgewählte Stücke aus dem Tagebuch des Oberkommandierenden der amerikanischen Besetzungstruppen Henry T. Allen* (Rheinische Schicksalsfragen 5/6), Berlin 1925.
 - Reichsministerium für die besetzten Gebiete (dir.) : *Die politischen Ordonnanzen der Interalliierten Rheinlandkommission in Coblenz (über Presse, Vereine, Versammlungen usw.) in den Jahren 1920-1924. Eine Sammlung von Belegstücken* (Dokumente zur Besetzung der Rheinlande 1), Berlin 1925.
 - Reimer (Klaus), *Rheinlandfrage und Rheinlandbewegung (1918-1933). Ein Beitrag zur Geschichte der regionalistischen Bestrebungen in Deutschland* (Europäische Hochschulschriften 119), Bern 1979.
 - Schlemmer (Martin), « *Los von Berlin* ». *Die Rheinstaatenbestrebungen nach dem Ersten Weltkrieg* (Rheinisches Archiv 152), Köln 2007.
 - Schnath (Georg) et al., *Inventar von Quellen zur deutschen Geschichte in Pariser Archiven und Bibliotheken*, (Veröffentlichungen der Landesarchivverwaltung Rheinland-Pfalz 39), hg. v. Wolfgang Hans Stein, Coblenz 1986.
 - Steegmans (Christoph), *Die finanziellen Folgen der Rheinland- und Ruhrbesetzung 1918-1930* (Beiträge zur Wirtschaft- und Sozialgeschichte 89), Diss. Uni [thèse universitaire] Bonn, Stuttgart 1999.
 - Süß (Martin), *Rheinhessen unter französischer Besetzung. Vom Waffenstillstand im November 1918 bis zum Ende der Separatistenunruhen im Februar 1924* (Geschichtliche Landeskunde 31), Stuttgart 1988.
 - Theis (Kerstin)/Wilhelm (Jürgen) (dir.), *Frankreich am Rhein. Die Spuren der « Franzosenzeit » im Westen Deutschlands*, Köln 2009.
 - Tirard (Paul), *L'art français en Rhénanie pendant l'occupation 1918-1930*, Strasbourg 1930.
 - Tirard (Paul), *La France sur le Rhin. Douze années d'occupation rhénane*, Paris 1930.
 - Tirard (Paul)/Rivaud (Albert), Le Rhin in Mistler (Jean) (dir.), *Problèmes de politique extérieure. Conférences organisées par la Société des anciens élèves et élèves de l'école libre des sciences politiques*, Paris 1937.
 - Vogels (Dr. Werner) (dir.), *Die Verträge über Besetzung und Räumung des Rheinlandes und die Ordonnanzen der Interalliierten Rheinlandoberkommission in Coblenz. Textausgabe der Verträge und der Ordonnanzen 1 bis 302 und der Anweisungen 1 bis 26 in Französisch und Deutsch nebst einer Karte des besetzten Gebiets*, Berlin 1925.
 - Vogels (H.)/Vogels (Dr. W.) (dir.), *Das Rheinlandabkommen [arrangement rhéan] sowie die Verordnungen der Hohen Kommission in Coblenz. Dreisprachige Textausgabe mit Erläuterungen*, Bonn 1920.
 - Wein (Franziska), *Deutschlands Strom-Frankreichs Grenze. Geschichte und Propaganda am Rhein 1919-1930* (Düsseldorfer Schriften zur Neueren Landesgeschichte und zur Geschichte Nordrhein-Westfalens 33), Essen 1992.
 - Weiß (Christian), « *Soldaten des Friedens* ». Die pazifistischen Veteranen und Kriegsoffer des « Reichsbundes » und ihre Kontakte zu den französischen anciens combattants 1919-1933, in : Hardtwig (Wolfgang) (dir.), *Politische Kultur der Zwischenkriegszeit 1918-1939*, Geschichte und Gesellschaft Sonderheft 21 (2005), p. 183-204.
 - Wigger (Iris), *Die « Schwarze Schmach am Rhein ». Rassistische Diskriminierung zwischen Geschlecht, Klasse, Nation und Rasse*, Münster 2007.
 - Wittendorfer (Frank), *Quellen zur deutschen Geschichte in Pariser Archiven und Bibliotheken, 3e partie : Akten zur französischen Deutschlandpolitik der Zwischenkriegszeit (1918-1940)* (Veröffentlichungen der Landesarchivverwaltung Rheinland-Pfalz 108), hg. v. Wolfgang Hans Stein, Coblenz 2008.

Introduction aux répertoires numériques détaillés des articles AJ/9/1 à AJ/9/6678

AJ/9/1-AJ/9/2888, AJ/9/6574-AJ/9/6678

Haute Commission interalliée des territoires rhénans

1918-1930

La Haute Commission interalliée des territoires rhénans a pris, pendant les dix années où elle a fonctionné, 14 000 décisions, consignées dans près de 400 procès-verbaux, et a émis 319 ordonnances. Ces décisions et ordonnances ont été publiées en sept volumes successifs de *recueils des ordonnances* de la HCITR, ordonnés selon une classification méthodique dont la base est thématique. Les ordonnances étaient également publiées dans des fascicules mensuels. Toutes les publications des textes de la Haute Commission étaient bilingues (français et anglais).

Le fonds des archives interalliées comprend en premier lieu les archives du **Secrétariat général interallié** de la Haute Commission.

La première partie des archives du Secrétariat général interallié (AJ/9/1 à AJ/9/520) est composée par les dossiers des affaires qui ont donné lieu à des décisions. Cette partie du fonds a été dénommée « **Affaires courantes** ».

On trouve ensuite les originaux et les reproductions des ordres du jour et des procès-verbaux des séances tenues par la HCITR.

Le fonds des archives interalliées comprend également les documents produits par les **comités** qui émanaient de la HCITR, ainsi que par les **services interalliés de l'occupation de la Ruhr et des prises de gages** ; les pièces comptables des opérations de gestion des gages en constituent l'essentiel.

AJ/9/1-AJ/9/520

Secrétariat général interallié : dossiers des « Affaires courantes »

10 janvier 1920-25 avril 1930

Les cotes AJ/9/1 à AJ/9/520 contiennent les affaires examinées par la Haute Commission durant toute la période d'occupation (du 10 janvier 1920 au 25 avril 1930) qui ont donné lieu à des décisions ; leur nombre s'élève à 23 823.

A chacune de ces décisions correspond un dossier tenu et archivé par le **Secrétariat général interallié** de la HCITR : cette importante documentation, rassemblée dans plus de 600 cartons (environ 72 mètres linéaires), donne une vision exhaustive des décisions prises au jour le jour par la HCITR, touchant les domaines les plus variés - mesures individuelles d'expulsion, autorisations de survol de localités par avion, autorisation pour les associations de défiler avec fifres et tambours, décisions de rendre applicable ou non la législation allemande spécifique à certains territoires (Hesse, Oldenbourg, etc.), mesures fiscales, économiques, politiques, sanitaires, etc.

Cette partie du fonds a été, de par sa configuration, dénommée « **Affaires courantes** ».

C'est en raison du caractère particulièrement exhaustif de cette partie des archives interalliées, qui permet d'avoir une vision panoramique des activités de la Haute Commission durant toute la période de l'occupation de la Rhénanie, qu'il a été décidé, lors de son inventaire, d'y attacher une attention toute particulière : on ne s'est pas contenté d'une analyse synthétique de chaque cote, mais chaque dossier est décrit individuellement (le nombre de dossiers dans une cote est variable, il peut aller de 1 à 25 ou 30).

Il est à noter que le numéro attribué à chacun des 23 823 dossiers dans cet inventaire est celui qui se trouvait sur la chemise du dossier : il est un simple numéro d'ordre de traitement de l'affaire en cause.

Les informations que le chercheur pourra tirer de ses recherches à partir de l'ensemble des « Affaires courantes » de la HCITR pourront être utilement complétées par des recherches dans le reste des archives de la Haute Commission interalliée : **les fichiers créés par le Secrétariat général interallié et conservés sous les cotes AJ/9/520/2 à AJ/9/520/37 fournissent également les références aux dossiers des « Affaires courantes ».**

De plus, de nombreux documents contenus dans les cotes suivant cette partie (à partir de AJ/9/521) complètent, relaient ou commentent les dossiers ; il en va de même pour les dossiers contenus dans la partie des archives du Haut-commissariat français, qui concernent l'application des décisions dans la zone d'occupation française.

Pour des raisons de technique informatique, le dépouillement de cet ensemble très volumineux a dû être scindé en **quatre instruments de recherche distincts** repartis en tranches chronologiques : 1920, 1921-1922, 1923-1924 et 1925-1930.

Nom du producteur

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans. Secrétariat général interallié

Importance matérielle et support

600 cartons, 72 mètres linéaires

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

AJ/9/1/1-AJ/9/56

1920 : dossiers 1 à 4174

10 janvier 1920-30 décembre 1920

Liens :

Liens IR :

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) - Secrétariat général interallié, dossiers des « Affaires courantes » 1920

Importance matérielle et support

75 cartons, 9 mètres linéaires

AJ/9/56-AJ/9/222

1921-1922 : dossiers 4175 à 10654

3 janvier 1921-30 décembre 1922

Liens :

Liens IR :

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) - Secrétariat général interallié, dossiers des « Affaires courantes » 1921-1922

Importance matérielle et support

200 cartons, 25 mètres linéaires

AJ/9/222-AJ/9/377

1923-1924 : dossiers 10655 à 17258

2 janvier 1923-31 décembre 1924

Liens :

Liens IR :

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) - Secrétariat général interallié, dossiers des « Affaires courantes » 1923-1924

Importance matérielle et support

226 cartons, 26 mètres linéaires

AJ/9/377-AJ/9/520

1925-1930 : dossiers 17259 à 23823

2 janvier 1925-25 avril 1930

Liens :

Liens IR :

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) - Secrétariat général interallié, dossiers des « Affaires courantes » 1925-1930

Importance matérielle et support

152 cartons, 17 mètres linéaires

AJ/9/520/2-AJ/9/2888, AJ/9/6574-AJ/9/6678

Secrétariat général interallié et comités

1918-1930

Sous les cotes AJ/9/520/2 à AJ/9/2888 et AJ/9/6574 à AJ/9/6678 sont conservées les archives du **Secrétariat général interallié**, en particulier les originaux et les reproductions des ordres du jour et des procès-verbaux des séances tenues par la HCITR.

Cet ensemble comprend également les documents produits par les **comités** qui émanaient de la HCITR.

Les principaux comités interalliés étaient les suivants :

- Comité d'administration
- Comité des communications
- Comité des affaires économiques
- Comité financier
- Comité des affaires juridiques
- Comité de renseignements et sûreté
- Comité des réquisitions et des prestations (application des articles 6 et 8 à 12 de l'arrangement rhénan)
- Comité des charbons.

La plupart de ces comités eurent un rôle accru pendant la période des sanctions. Chacun des comités avait sa propre organisation d'archives.

On trouve également dans cet ensemble les archives des services interalliés de l'**occupation de la Ruhr et des prises de gages** :

- Comité financier des gages
- Comité directeur des licences
- Comité des licences commerciales de Bad-Ems
- Comité directeur des douanes
- Comité de l'alcool
- Service des marchandises en souffrance sur le réseau rhénan.

Ces derniers fonds contiennent les pièces comptables des opérations de gestion des gages.

Liens :

Liens IR :

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) - Archives du Secrétariat général interallié et des comités (1918-1930)

Nom du producteur

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans

Importance matérielle et support

1518 cartons, 186 mètres linéaires

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

AJ/9/2889-AJ/9/6573

Haut-commissariat français auprès de la HCITR

1918-1930

Les archives du Haut-commissariat français comprennent les documents suivants :

- Les dossiers de la période d'armistice, de novembre 1918 au 10 janvier 1920, conservés au Secrétariat général.
- Les archives du **Secrétariat général**. Ce service, installé à Paris, était plus particulièrement chargé des relations avec le ministère des Affaires étrangères et avec les différents ministères. Il est à noter que les archives de ce service ont été tenues pendant toute l'occupation sur les mêmes bases, elles forment donc un fonds très homogène qui, par l'étendue de sa documentation, est une précieuse source de renseignements.
- Les archives du **Cabinet**.
- Les dossiers à caractère confidentiel du Secrétariat général et du Cabinet concernant les mouvements politiques et les documents du Service de sûreté du Haut-commissariat français.
- La **bibliothèque** du Secrétariat général, complétée et reliée en vue de la conservation aux Archives nationales de l'ensemble des documents publiés par ou sous les auspices de la HCITR ou du Haut-commissariat français.
- Les dossiers de la **gestion du personnel**, dont une part importante est constituée par les dossiers individuels (AJ/9/4068 à AJ/9/4129) qui sont conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).
- Les archives du **Service de presse et d'information**, service de la surveillance de la presse allemande et de l'organisation de la propagande française et de la contre-propagande. À cela s'ajoutent les collections de la « *Revue Rhénane* » éditée sous les auspices du Haut-commissaire français pendant l'occupation.
- Les archives du **Service juridique et législatif**, constituées en grande partie par les archives de la commission judiciaire mixte des Chemins de fer rhénans.
- Les archives du **Service des affaires d'occupation**, service appelé dans les premières années de l'occupation « Bureau Militaire », chargé de l'organisation du contrôle civil de l'occupation (nomination des délégués de districts et de cercles et contrôle de leur activité), de la centralisation des rapports de ces délégués et de l'établissement des rapports d'ensemble. Ce service était également chargé de la surveillance de l'activité des groupements politiques et paramilitaires et de la surveillance générale de la propagande allemande.
- Les archives du **Service de l'instruction publique**, comprenant les documents sur l'organisation et le fonctionnement des établissements français d'enseignement primaire et secondaire à la disposition des familles des membres des services de l'occupation, les notes d'élèves, les résultats d'examens, l'organisation des cours de français aux Allemands, le Centre d'études germaniques, l'École de commerce, l'École d'agriculture.
- Les archives des **Services économiques**, comprenant les documents des sections économiques qui furent réparties dans les différents centres industriels et économiques. Dix sections économiques fonctionnèrent sous le contrôle du Haut-commissariat français, à Luxembourg, Ludwigshafen, Mayence, Trèves, Coblenche, Bonn, Cologne, Krefeld, Düsseldorf, Aix-la-Chapelle. Ces archives comprennent également les documents se rapportant à l'œuvre économique de l'occupation (sanctions économiques de 1921 et préparation de l'occupation de la Ruhr).
- Les archives du **Service financier** chargé de l'élaboration du plan financier de l'occupation, de la gestion financière des services français (budget, comptabilité, traitement du personnel, etc.), de la préparation et de la conduite du plan financier concernant le rendement des gages.

Liens :

Liens IR :

- Haute Commission interalliée des territoires rhénans (HCITR) - Archives du Haut-commissariat français (1918-1930)

Nom du producteur

- Haut-commissariat français auprès de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans

Importance matérielle et support

3045 cartons, 380 mètres linéaires

Institution responsable de l'accès intellectuel

Les cotes AJ/9/1 à AJ/9/4067 et AJ/9/4130 à AJ/9/6678 sont conservées aux Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine. Les cotes AJ/9/4068 à AJ/9/4129 sont conservées aux Archives du ministère des Affaires étrangères.

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine